2022-02-05 TDG Maltraitance

Maltraitances au Foyer de Mancy – Curieux silence des associations de parents

Maltraitances au Foyer de Mancy

Curieux silence des associations de parents

Insieme-Genève manquerait-elle de liberté face à Anne Emery-Torracinta, ancienne présidente de cette association? Son successeur conteste.

Laurence Bezaguet
Publié: 05.02.2022, 08h46
19 commentaires
19

Deux familles, qui ont retiré leurs enfants de Mancy, ont alerté Insieme-Genève à la fin du printemps 2020 à propos de dysfonctionnements, notamment un manque de communication et des difficultés dans l'accompagnement.
LUCIEN FORTUNATI

Comment se fait-il que, mis à part Autisme Genève, présidée par Natacha Koutchoumov – qui a dénoncé les maltraitances de Mancy –, les associations concernées n'aient pas été plus réactives, alors que les dérapages ont visiblement démarré dès l'ouverture du foyer en 2018? «Nous n'avons eu connaissance des maltraitances au Foyer de Mancy que lors de la première salve médiatique, soit l'automne passé», déclare Augusto Cosatti, président d'Insieme-Genève (association de parents et d'amis de personnes avec une déficience intellectuelle).

Une réponse qui laisse perplexe des acteurs du secteur du handicap: selon eux, cette association, dotée de 630 membres et d'ordinaire si militante, manquerait de liberté face à la conseillère d'État Anne Emery-Torracinta, qui l'a présidée durant une douzaine d'années. Augusto

Cosatti s'en défend: «Nous nous sentons parfaitement libres! Il nous arrive d'ailleurs d'avoir des différends avec son département, par exemple lors de problèmes d'inclusion scolaire.»

Le fer de lance d'Insieme-Genève précise que l'association reçoit de fréquentes critiques de familles mécontentes des différentes structures qui accueillent leurs proches. Mancy, l'arbre qui cache la forêt, comme nous l'a affirmé la maman d'un enfant atteint d'autisme? «Non, poursuit Augusto Cosatti. Des cas de maltraitance aussi graves que ceux dénoncés à Mancy ne nous sont pas remontés; sinon, nous les aurions nous-mêmes remontés plus haut. Comment pourrait-on taire de telles choses?»

Dysfonctionnements connus

Deux familles, qui ont retiré leurs enfants de Mancy, ont pourtant alerté Insieme-Genève à la fin du printemps 2020. «Elles nous ont fait part de certains dysfonctionnements, mais on ne nous a jamais relayé les maltraitances inacceptables dénoncées aujourd'hui, explique la secrétaire générale de l'association, Céline Laidevant. Il y avait des difficultés dans l'accompagnement, un manque de communication, des insatisfactions et un lieu qui n'était pas adapté à ces jeunes. Or, des aménagements et des adaptations devaient avoir lieu et l'équipe devait changer en partie.»

Ce type de reproches, l'association Cerebral Genève en reçoit aussi régulièrement. Son secrétaire général, Olivier Reymermier, souligne qu'ils concernent des établissements autres que celui de Mancy: «Nous avons un public différent, notre association est surtout dédiée aux personnes touchées par une paralysie cérébrale. Les critiques remontées par plusieurs parents ont surtout trait à un manque de personnel formé, ce qui peut amener des carences et des dysfonctionnements avérés dans l'accompagnement.»

«La loi de l'omerta»

Enfin, Marjorie de Chastonay – qui préside la Fédération genevoise d'associations de personnes handicapées et de leurs proches – a, dit-elle, aussi appris «les maltraitances ultra-choquantes de Mancy» par les médias. Elle veut profiter de l'actualité pour en finir avec «la violence institutionnelle qui existe à Genève dans le domaine du handicap. Mancy, c'est la pointe de l'iceberg. Dans nos réseaux, on entend souvent des situations graves, mais tant les collaborateurs que les familles qui nous alertent hésitent à dénoncer par peur des représailles. C'est la loi de l'omerta. J'espère que ce terrible événement permettra de libérer la parole. Il faut urgemment mettre en place une helpline.»

Laurence Bézaguet travaille à la Tribune de Genève depuis 1995. A démarré sa carrière au Courrier avant de collaborer six ans au feu quotidien La Suisse. A aussi été journaliste indépendante durant dix-huit mois au Canada et rédigé un livre sur la Traversée de la rade, paru en 1996, avec l'ancien conseiller d'Etat David Hiler.
Plus d'infos
Publié: 05.02.2022, 08h46

Vous avez trouvé une erreur?Merci de nous la signaler.